

UNI au Moyen-Orient & en Afrique du Nord

uni

www.uniglobalunion.org

Février 2009

rapport
MOAN

Report

UNI/Press/01-2009/0109



Les droits syndicaux, une question essentielle

La récente réunion à Amman des Fédérations syndicales internationales - dont UNI Syndicat mondial - a reconnu que l'obtention des droits syndicaux dans la région du MOAN était une question essentielle.

"Il nous reste un long chemin à parcourir pour obtenir les droits syndicaux dans cette région" a déclaré Raul Requena d'UNI Développement.

Dans de nombreux pays du MOAN, la liberté d'association (à des syndicats et des partis politiques) est interdite ou limitée. Dans les pays où les droits syndicaux existent, il arrive que les travailleurs migrants, souvent plus nombreux que les travailleurs nationaux, en soient privés.

"Nous devons construire la démocratie, étendre l'application des droits syndicaux et aider les syndicats existants à se développer" estime le Secrétaire régional en exercice d'UNI-Africa, Zakari Koudougou. "Nous devons faire en sorte que les gouvernements adhèrent aux conventions internationales relatives aux droits du travail et à la santé et à la sécurité."

Les syndicats de la région sont confrontés à de nouveaux problèmes : la privatisation, l'arrivée des multinationales, les zones franches industrielles, ainsi qu'aux répercussions de la tragédie permanente que constitue le conflit israélo-palestinien.

"En tant que travailleurs, nous sommes sans cesse appelés à relever de redoutables défis" a déclaré Mazen Ma'aytah de la centrale syndicale jordanienne GFTU. "Le secteur privé est maître des décisions politiques et économiques, nous devons renforcer les syndicats afin d'obtenir la justice sociale."

La syndicalisation représente un défi de taille dans la région du MOAN. En Egypte, par exemple, sur les 24 millions de travailleurs, seuls trois millions sont syndiqués.

Les accords mondiaux qu'UNI conclut avec les multinationales peuvent contribuer à faciliter l'accès au dialogue et au recrutement. Les alliances syndicales, tant régionales que mondiales, peuvent aider les syndicats à aborder des problèmes communs.

Conférence d'UNI-Africa
en Tunisie - voir page 8



Le Secrétaire général d'UNI, Philip Jennings, aux côtés de Nasreddine Sassi, le nouvel homme d'UNI à Tunis.

Accroître la présence d'UNI dans la région

Le nouveau bureau d'UNI à Tunis s'inscrit dans la volonté d'UNI Syndicat mondial d'accroître sa présence dans la région du MOAN.

Un site web en arabe, géré depuis Tunis, est en phase de planification de même qu'une version arabe du bulletin d'UNI donnant un aperçu mensuel des activités mondiales.

En quatre mois, quatre séminaires ont rassemblé des syndicats des secteurs graphique, finance et radiotélévision ainsi que d'autres syndicats mondiaux, afin d'examiner comment amplifier la visibilité et la coopération syndicale dans la région.

"Il apparaît clairement que de nombreux syndicats de la région fonctionnent sans dimension régionale ni mondiale" a déclaré Nasreddine Sassi du bureau d'UNI à Tunis. "Nous devons établir des liens avec les syndicats de la région et avec les syndicats du monde entier. Nous devons trouver de nouvelles façons de négocier, de faire campagne et de communiquer".

Un projet quadriennal d'UNI portant sur la migration, le travail décent et la visibilité syndicale vient de démarrer en Algérie, Mauritanie, Maroc, Sénégal et Tunisie.

Il est financé par ISCOD, Espagne, avec le soutien des affiliés espagnols UGT et CC.OO et couvrira les travailleurs des secteurs finance, graphique, IBITS, poste & logistique et télécoms.

UNI compte 34 affiliés dans 10 des 19 pays du MOAN représentant la finance, le secteur graphique, les médias et le spectacle (MEI), la poste et la logistique, les télécoms, le commerce, la sécurité sociale et les cadres.





Accroître la visibilité des syndicats au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Augmenter la visibilité des syndicats de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) est un objectif clé pour les fédérations syndicales internationales (FSI).

Les FSI - dont UNI syndicat mondial - sont en train de renforcer leur présence et pour ce faire, travaillent en étroite collaboration avec la fondation allemande FES (Friedrich Ebert Stiftung).

En 2007, UNI a réalisé un pas important en ouvrant un bureau à Tunis et en y installant un coordinateur pour le MOAN, Nasreddine Sassi.

Lors de la réunion annuelle des FSI et de la FES, tenue en septembre dernier à Amman, les participants ont estimé qu'il était essentiel de rendre les syndicats plus forts et plus visibles afin de pouvoir renforcer la négociation collective et améliorer les conditions et les salaires.

La réunion a souligné qu'il convenait de poursuivre le travail sur les questions d'égalité entre les sexes, d'améliorer la participation des femmes et des jeunes dans les syndicats et d'aborder la question des droits syndicaux pour les nombreux travailleurs migrants de la région, auxquels la loi interdit souvent d'adhérer aux syndicats.

Les participants à la réunion ont également discuté la possibilité de mener davantage de recherches et de dresser l'inventaire des relations industrielles dans la région du MOAN.

"Il nous reste un long chemin à parcourir pour obtenir les droits syndicaux dans cette région" a déclaré à Amman, Raul Requena, Secrétaire général adjoint d'UNI.

"Nous devons faire beaucoup plus en matière d'éducation syndicale de base pour aider les syndicats dans leurs pourparlers avec les multinationales, car la région est une cible de choix pour les multinationales.

"Et si nous voulons établir des démocraties stables, nous devons pouvoir offrir du travail décent aux jeunes qui, dans leurs pays, connaissent des taux de chômage variant de 37 à 73 pour cent."

Roland Schneider de la CSC-TUAC (Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE) a exposé à la réunion les Principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales, qui peuvent être un instrument utile pour les syndicats dans leurs relations avec les entreprises étrangères violant les règles.

De nombreux syndicats de la région ne connaissent toujours pas l'existence des Principes directeurs révisés qui comprennent un système de Points de contact nationaux (généralement dans les ministères) pour traiter les plaintes.

Les violations sont un problème récurrent dans les multinationales d'Afrique ou d'ailleurs qui s'installent dans la région du MOAN, en particulier dans la finance, le commerce et les télécommunications. Plusieurs gouvernements de la région ont privatisé une série d'entreprises publiques.

Photo de groupe lors de la réunion annuelle des Fédérations syndicales internationales et de la fondation allemande FES, tenue à Amman, en Jordanie.



Des enseignes familières arrivent dans la région.



Conclure davantage de vrais accords



Négociations collectives tripartites en Tunisie (secteur graphique)



Ci-dessus: protestations dans les rues de Tunis contre la durée du temps de travail

Ci-dessous : jeux de rôle simulant des négociations lors d'un séminaire au Caire pour les syndicats de radiotélévision.



Sans négociation collective, pas d'activité syndicale, a déclaré Bilal Milkawi (Amman) de la Fédération internationale des ouvriers du Transport (ITF) aux syndicats du secteur graphique.

Il a réclamé du professionnalisme dans les recherches et la préparation des revendications présentées aux employeurs, qui bénéficient souvent de plus de ressources, et a souligné l'augmentation du coût de la vie à laquelle les travailleurs doivent faire face.

" Il faut conclure davantage de vrais accords et participer à de véritables négociations collectives " a déclaré Jaafar Khalil Ebrahim, du GFBTU Bahrein, l'un des tout récents affiliés d'UNI.

Sa fédération organise des cours de formation aux négociations collectives pour ses syndicats.

Plusieurs séminaires organisés conjointement par UNI Syndicat mondial et la fondation allemande FES se sont penchés sur les stratégies et objectifs des négociations collectives.

Les réalités de la négociation varient au sein de la région du MOAN ; le secteur privé connaît une expansion et il devient nécessaire de syndicaliser ces entreprises.

En Tunisie par exemple, il existe un système tripartite de négociation collective qui conclut des contrats de trois ans.

L'économie tunisienne est en train de vivre une privatisation progressive des entreprises étatiques et une augmentation des co-entreprises avec des sociétés étrangères (principalement de France, du monde arabe et d'Afrique australe).

Le processus triennal débute par des discussions entre la centrale syndicale UGTT et le gouvernement, puis s'ensuivent des négociations collectives dans les secteurs.

Depuis 2008, l'un des thèmes clés des négociations sont les salaires, à la suite de l'augmentation des prix de l'alimentation et de l'inflation qui se situe généralement autour de 4,2%.

Une fois l'accord signé, il convient de veiller sans cesse à l'application des contrats.

En préparant le présent UNIREport, Noel Howell a assisté brièvement aux négociations du secteur graphique à Tunis, qui, comme dans les autres secteurs, sont tripartites. Un représentant du Ministère du travail assure la présidence et tente de concilier les points de vue des représentants des syndicats et des employeurs.

" UNI soutient le dialogue et il est important non seulement de traiter les problèmes d'aujourd'hui mais aussi de préparer les défis de demain " a déclaré Noel.



Discussion animée lors d'un atelier au séminaire du Caire pour les syndicats de radiotélévision.

Renforcer les réseaux syndicaux dans la région du MOAN

Les syndicats des secteurs finance, graphique, médias et spectacle de la région du MOAN ont convenu d'intensifier leur coopération et d'établir des réseaux syndicaux efficaces.

La priorité est de recruter de nouveaux membres mais aussi de demander aux syndicats de la région d'impliquer davantage les femmes et les jeunes dans leur travail et de s'ouvrir aux travailleurs migrants.

Un réseau de syndicats du secteur graphique et de l'emballage d'Afrique du Nord et du Golfe a été lancé lors d'un atelier tenu à Amman, Jordanie, au mois d'août.

L'atelier, organisé par UNI Graphique et la fondation allemande FES, a analysé les stratégies syndicales pour soutenir le recrutement dans les multinationales, établir des négociations collectives et intensifier les activités pour l'amélioration de la santé et de la sécurité au travail.

En novembre, au Caire, les syndicats de radiotélévision du MOAN se sont fixés pour priorité la syndicalisation des travailleurs.

Ils ont examiné comment accroître la coopération et

renforcer la négociation collective, et ont discuté les menaces que la nouvelle technologie fait peser sur les emplois.

Le séminaire du Caire était également organisé par UNI et FES en coopération avec le syndicat égyptien, General Union of Press Printing and Information.

Plus de 20 syndicalistes, venus de Bahreïn, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Palestine, Soudan et Egypte, ont pris part au séminaire du Caire.

Les syndicats de la finance ont tenu un séminaire similaire à Tunis qui a connu le même succès.

Ces séminaires s'inscrivent dans le cadre de l'expansion d'UNI Syndicat mondial dans les pays arabes, qui a vu notamment l'établissement d'un bureau à Tunis dirigé par Nasreddine Sassi.

UNI Graphique Syndicat mondial a également un coordinateur dans la région. Il s'agit de Mongi Abderrahim de FGPS Tunisie.

"Nous bâtissons un réseau qui respecte les différences" a déclaré Adriana Rosenzvaig d'UNI Graphique: "Nous avons besoin d'une organisation forte qui sera à la mesure de l'engagement des syndicats à l'échelon national".

Les syndicats du secteur graphique de Bahreïn, Egypte, Jordanie, Koweït, Maroc et Tunisie ont adopté un projet de réseau et de questionnaire régulier afin d'informer les syndicats sur l'évolution dans la région.

Les groupes de travail ont examiné comment développer le réseau et établir des initiatives de syndicalisation.



"La privatisation agit en maître et fait souffrir tous les pays. C'est particulièrement problématique dans les pays arabes et les pays en développement car aucune règle n'a été fixée à la mondialisation" a déclaré Yasin Al Faresi du GFKTU Koweït.

Mohamed Alzubi du syndicat jordanien de l'impression, GFJTU, a rendu compte d'une campagne visant à



Nasreddine Sassi, UNI Tunis, aux côtés de Raul Requena, UNI Développement



Derniers préparatifs de l'atelier au séminaire graphique d'Amman.

moderniser la législation du travail jordanienne. "Nous préparons les syndicats pour qu'ils s'ouvrent aux travailleurs migrants et nous entrons dans les multinationales".

Le Président d'UNI MEI, Heinrich Bleicher-Nagelsmann, a promis au séminaire du Caire d'étudier de nouvelles initiatives avec les syndicats de radiotélévision de la région du MOAN.

"C'est un très bon début de travailler ensemble et cela nous a donné une meilleure idée des besoins de chacun des huit pays " a déclaré Heinrich à la fin de la séance.

Des participants au séminaire se sont rendus dans les studios pour rencontrer des collègues de la radiotélévision égyptienne et de Nile TV (qui diffuse à l'étranger via satellite en anglais, français et hébreu). 36'000 personnes travaillent dans les studios du Caire.

Les gouvernements de la région ont été invités à ratifier les conventions internationales sur les droits du travail et sur la santé et la sécurité au travail.

Les participants au séminaire ont réclamé davantage de formation et de reconversion pour créer de nouveaux emplois et assurer la sécurité de l'emploi dans une période de changements technologiques rapides.

Les syndicats ont été invités à s'impliquer pour gérer le changement. "Nous devons être au cœur de ce processus pour nous occuper de l'impact négatif de ces nouvelles technologies" a déclaré le président de séance, Omar Ahemd du Soudan au séminaire du Caire.

Les syndicats ont également été priés d'intensifier leur travail en matière de santé et sécurité pour contribuer à la protection de leurs membres. Ahmed Abd Elhamdi, du syndicat égyptien GTUPPI, a lancé un appel pour des services médicaux spécialisés et pour davantage de formation - "plus nous aurons de formation, plus nos places de travail seront sûres".

"La santé et la sécurité sont un sujet clé que les syndicats doivent aborder. Vous pouvez avoir toutes les lois possibles mais si vous n'avez pas un syndicat qui surveille les conditions, rien ne se passe" a déclaré Adriana.

D'autres séminaires sont prévus dans la région.



Une initiative méditerranéenne vise les banques françaises

Une alliance méditerranéenne dans le secteur de la finance vise à renforcer les droits syndicaux et la négociation collective dans les banques françaises implantées en Tunisie.

Le syndicat de la finance, à Tunis, FGBEF, collabore avec les fédérations syndicales bancaires de France afin de signer un accord avec les banques françaises implantées en Tunisie.

L'alliance a pour but d'obtenir des droits syndicaux et des négociations collectives dans les banques multinationales installées en Tunisie, mais aussi de renforcer les capacités et d'établir des ponts entre les syndicats de la finance de la Méditerranée et de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

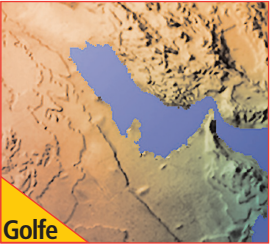
"Il s'agit d'une étape importante pour la coopération méditerranéenne" a déclaré Abdelhamidi Jellali, Secrétaire général de la FGBEF et Vice-président d'UNI-Africa.

"UNI fournit le réseau permettant aux syndicats d'oeuvrer efficacement par delà les frontières, et nous avons l'intention de renforcer ce travail dans la région du MOAN".

La FBBEF compte 13'000 adhérents sur les 17'000 travailleurs du secteur en Tunisie. Parmi les problèmes que rencontre le syndicat figurent la privatisation, les fusions et le non respect des lois syndicales par certains employeurs.



Abdelhamidi Jellali



Pressions sur les gouvernements de Bahreïn et des Emirats

Campagne pour les droits dans le Golfe



Jeu de rôle simulant la négociation dans les bureaux du GFBTU à Bahreïn



De gauche à droite: Noel Howell d'UNI, Ebrahim Rahman du GFBTU, Abdulla Mohammed Hussain, Salman Jaffar Al Mahfooth et Ebrahim Hamad Abdulla



Jim Wilson d'UNI MEI et Heinrich Bleicher-Nagelsmann entourent Yasin Alfaresi et Soud Alenezi du Koweït lors d'un séminaire UNI-MEI/FES tenu au Caire.

Les syndicats de Bahreïn ont obtenu un nouveau soutien de la part de l'Organisation internationale du Travail dans leur campagne pour mettre fin à l'interdiction faite aux travailleurs des services publics de former leurs propres syndicats - une restriction imposée par le gouvernement et qui frappe des catégories comme les employés postaux.

"Tous les employés des services publics (à l'exception des forces armées et de la police) doivent pouvoir établir des organisations de leur choix pour servir et défendre leurs intérêts" a estimé le Comité de la liberté syndicale de l'OIT.

L'OIT a également exhorté le gouvernement à dédommager Najjeyah Abdel Ghaffar, l'une des hauts dirigeants du syndicat postal de Bahreïn que le gouvernement a qualifié d'entité illégale. Elle a été suspendue à plusieurs reprises sans compensation de salaire en raison de ses activités syndicales.

"L'un des principes fondamentaux de la liberté syndicale est que les travailleurs doivent bénéficier d'une protection adéquate contre tous actes de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale en matière d'emploi - licenciement, transfert, rétrogradation et autres actes préjudiciables" précise le Comité de la liberté syndicale de l'OIT.

L'un des principaux objectifs des syndicats est de faire en sorte que Bahreïn ratifie la Convention 87 de l'OIT (liberté syndicale).

Bahreïn a autorisé la création de syndicats à partir des comités de travailleurs dans le Code du travail de 2002, après des décennies de répression dans un pays où le premier syndicat du Golfe (travailleurs du pétrole) a été formé en 1938.

La Fédération générale des syndicats de Bahreïn a été fondée en 2004 et compte maintenant 76 syndicats affiliés. Elle est devenue membre d'UNI en novembre dernier après l'approbation du Comité exécutif d'UNI.

Les restrictions ne s'arrêtent toutefois pas à la formation de syndicats dans le secteur public. Les syndicats de Bahreïn ont mis sur pied une nouvelle campagne pour contrer les restrictions au droit de grève dans les secteurs de l'économie privée.

"Nous assistons à une nouvelle fronde contre les libertés, et derrière le boom immobilier (à Bahreïn) se cache la pauvreté" a déclaré Abdulla Mohammed Hussain de la Fédération, lequel est également membre du groupe des travailleurs au Conseil d'administration du BIT.

L'émergence de syndicats dans la région du Golfe signifie qu'UNI a maintenant des affiliés au Koweït et à Bahreïn, et des contacts avec des syndicats d'Oman.

Les Emirats arabes unis ont cependant rejeté les appels internationaux en faveur de la légalisation des syndicats, des négociations collectives et des partis politiques.

A Genève, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies est en train d'examiner des propositions visant à élargir les droits humains dans les EAU, notamment l'ouverture des syndicats aux travailleurs migrants qui sont cinq fois plus nombreux que les travailleurs nationaux.



Nada Choueiri et Galila Osman essaient les sièges des présentateurs lors d'une visite dans les studios de la télévision égyptienne au Caire.

Faire de l'égalité des chances un objectif stratégique pour le MOAN

L'égalité des chances est une question importante pour les travailleurs de la région MOAN - tant sur le lieu de travail que dans le fonctionnement des syndicats.

"Nous devons promouvoir l'équilibre entre les sexes" déclare le Secrétaire régional en exercice, Zakari Koudougou. "UNI-Africa a des projets de développement pour aider les femmes à élaborer leur propre programme d'égalité des chances".

Les participants au séminaire UNI-FES du Caire pour les syndicats de radiotélévision ont réclamé la pleine participation des femmes dans le secteur.

"En tant que syndicalistes, nous devons recruter davantage de femmes et nous devons avoir plus de dirigeantes syndicales si nous voulons recruter les travailleuses" a déclaré Jim Wilson au séminaire.

L'égalité des chances est particulièrement un problème dans les sociétés privées de radiotélévision, selon Galila Osman d'Egypte qui co-présidait une séance centrale du séminaire lors de laquelle il a été demandé de faire de l'égalité des chances un objectif stratégique

dans la région.

Les conclusions réclament "l'égalité des chances entre hommes et femmes et invitent les femmes présentes dans les médias à jouer un rôle actif dans leur syndicat".

Les secteurs d'UNI sont en pleine expansion dans la région du MOAN, au fil de l'arrivée des multinationales de la finance, du commerce et des télécoms, qui offrent de nouveaux emplois aux femmes.

"La région est en pleine mutation vu son passage du public au privé, et il est du devoir d'UNI et de ses syndicats de garantir les droits des travailleurs, hommes et femmes" déclare Nasreddine Sassi d'UNI Tunis.

Les syndicats sont invités à s'ouvrir aux travailleuses et à impliquer les femmes dans tout l'éventail des activités syndicales.

"Par la discussion, nous devons convaincre les gens d'adopter de nouvelles approches".

Techniciennes à l'oeuvre dans les studios du Caire.



Contacts d'UNI-Africa

Zakari Koudougou
Secrétaire régional en exercice
d'UNI-Africa
zakari.koudougou@uniglobalunion.org



Bureau d'Abidjan
Tél.: +225 22 526 700
Fax: +225 22 425 087
abidjan@uniglobalunion.org



Léocadie Abouo-Bodjouro
leocadie.bodjouro@uniglobalunion.org

Innocent Tsumbu
innocent.tsumbu@uniglobalunion.org



Keith Jacobs
Johannesburg
Tél.: +27 824 454 264
keith.jacobs@uniglobalunion.org



John Musonda
Tél.: +41 22 365 2165
Fax: +41 22 365 2121
john.musonda@uniglobalunion.org



Nasreddine Sassi
Tunis
Tél.: +216 71 345 045
Fax: +216 71 345 048
nasreddine.sassi@uniglobalunion.org



Tunisie, mai 2009: Conférence d'UNI-Africa

UNI-Africa face à son avenir

Construire des syndicats forts par le biais de la syndicalisation sera un thème principal de la 2e conférence régionale d'UNI-Africa, prévue à Hammamet, Tunisie du 11 au 13 mai 2009.

Les multinationales devenant de plus en plus visibles sur le continent, elles figureront parmi les cibles de choix du recrutement. La syndicalisation sera facilitée par le nombre croissant d'accords signés par UNI syndicat mondial avec des entreprises mondiales en vue d'établir le dialogue et garantir les droits syndicaux.

Les petits syndicats sont encouragés à fusionner et continueront d'être soutenus dans leur développement afin d'établir des syndicats plus forts et démocratiques et de promouvoir l'équilibre entre hommes et femmes.

"UNI-Africa appartient à la famille mondiale d'UNI et sert les intérêts des affiliés en créant des syndicats forts, des emplois décents, la justice, l'égalité, la démocratie et la paix" affirme Zakari Koudougou, Secrétaire régional en exercice d'UNI-Africa. "La force d'un syndicat dépend de la démocratie, de la communication et de la transparence internes".

Le thème de la conférence d'Hammamet est "UNI-Africa face à son avenir" - un programme qui entend promouvoir l'équilibre entre les sexes, accroître la visibilité d'UNI-Africa, exercer de fortes pressions pour que les Objectifs du Millénaire pour le Développement soient atteints, et participer à la réponse à la pandémie du VIH/SIDA.

"Des changements significatifs sont intervenus depuis notre dernière conférence à Johannesburg en 2003, notamment des signes de plus en plus marqués de croissance économique" dit Zakari. "Des allègements de dettes et des progrès en matière de bonne gouvernance ont eu lieu, mais ne se sont toujours pas traduits par la création d'emplois. Par contre, des conflits affligent toujours des millions de citoyens africains."

UNI-Africa fait pression pour être reconnu par des organisations régionales comme l'Union africaine. "Nous voulons établir des alliances avec des organisations de la société civile pour participer aux pressions exercées sur des thèmes comme le VIH/SIDA, l'allègement de la dette et la gestion financière" affirme Zakari.

Présence accrue des multinationales

Au cours des 5 dernières années, le nombre d'entreprises multinationales occidentales et sud-africaines s'installant en Afrique a considérablement augmenté. Ce processus s'inscrit dans la mutation des économies africaines et du passage du public au privé.

UNI-Africa réplique en constituant des réseaux syndicaux dans ces entreprises et en établissant des liens avec les syndicats au sein des alliances mondiales d'UNI.

Des accords mondiaux ont déjà été conclus avec des entreprises telles que France Télécom et Nampak. Il existe un accord régional chez Barclays Bank et des alliances syndicales, notamment pour Vodafone et MTN.

En décembre dernier, UNI a signé un accord mondial avec G4S qui emploie 570'000 travailleurs dans le monde - dont les deux tiers en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Amérique latine.

"Les syndicats ne sont plus seuls lorsqu'ils traitent avec les multinationales - les accords mondiaux garantissent le dialogue et les droits syndicaux, et d'autres syndicats dans la région et dans le monde défendent la même cause" précise Nasreddine Sassi d'UNI à Tunis.



Hammamet
11-13 mai



Centre de conférence,
Hammamet (ci-dessus)

La Porte de la mer, à l'entrée du
souk de Tunis (à gauche)

Hôtel Royal,
Hammamet (ci-dessous)



UNI syndicat mondial
Avenue Reverdil 8-10
1260 Nyon
Suisse
contact@uniglobalunion.org
tél: +41 22 365 2100
fax: +41 22 365 2122